

Pourquoi il faut toucher aux paradis fiscaux

Par Pierre CLAUSS (*).

Le G20 va se réunir jeudi à Londres pour évaluer les réformes à mettre en place pour réguler le capitalisme. La lutte contre les paradis fiscaux sera un des points abordés.

Les paradis fiscaux sont des Etats (Bahamas, Luxembourg, Irlande, Suisse entre autres) ou une partie d'Etats (les îles de Guernesey et Jersey appartenant à la Grande Bretagne par exemple) caractérisés par une réglementation économique et fiscale quasi nulle, ce qui permet d'attirer des capitaux étrangers.

Ces oasis se sont développées à la fin du XIX^e siècle pour permettre aux entreprises, anglo-saxonnes essentiellement, de faire des affaires avec les pays étrangers sans être doublement taxées, par leur pays d'origine et par le

pays d'accueil de leurs investissements. Des zones à fiscalité plafonnées se sont alors développées, leur permettant d'implanter leur siège social.

L'accroissement des paradis fiscaux (lire Les paradis fiscaux de Chavagneux et Palan, *La Découverte*) est donc intimement lié à la mondialisation. Ils sont devenus incontournables, après la crise des années 1970, en permettant à de nombreuses multinationales et banques de réduire leurs charges. Le capitalisme financier a pu ainsi prendre son envol.

La cohabitation au sein d'un système mondialisé entre des Etats-Providence et des paradis fiscaux semble atteindre sa limite. Dans *La justice comme équité* (*La Découverte*, 2001), le grand philosophe américain John Rawls (1921-2002) explique que dans toute société

démocratique, les inégalités doivent être « acceptables ». En effet, le principe essentiel de liberté des personnes crée nécessairement des inégalités économiques. Néanmoins, les règles politiques se doivent, à l'aide de redistributions des richesses produites collectivement, d'améliorer le sort des plus défavorisés. Dans le cas contraire, les inégalités deviennent inacceptables. « Le fait d'être rempli d'espoir et optimiste pour le futur plutôt que résigné et indifférent dépend donc à la fois des inégalités associées à notre position sociale et des principes publics de justice que la société, en plus de professer, met en œuvre ».

Les paradis fiscaux heurtent donc la conception d'une société démocratique juste. En effet, pour bien redistribuer, il est nécessaire de ne pas avoir de « trous noirs » dans lesquels

s'engouffrent de nombreux riches épargnants souhaitant échapper au fisc, et confisquant ainsi des recettes fiscales nécessaires aujourd'hui pour relancer les économies.

Ce doit être une occasion pour les démanteler et permettre aux personnes de devenir « raisonnables » au sens de Rawls, c'est-à-dire des personnes qui « comprennent [...] qu'elles doivent respecter [les] principes [nécessaires à la définition de ce que chacun peut considérer comme des termes équitables de coopération], même au prix de leurs propres intérêts lorsque les circonstances l'exigent ». Et la crise exige de construire une société mondiale plus juste et plus équitable.

(*) Enseignant-Chercheur, Responsable de la filière Finance à l'ENSAI - Rennes.